

M. Baker (Nepean-Carleton): Vous avez des critères?

M. Axworthy: Oui, j'en ai: c'est que 90 p. 100 de notre industrie pétrolière ne doit pas appartenir à des étrangers. Voilà mon critère de départ. Je ne crois pas que dans le cas d'une ressource précieuse et essentielle comme l'énergie, nous puissions nous permettre de laisser à l'étranger le soin de prendre les décisions.

M. Baker (Nepean-Carleton): Personne ne dit le contraire. Dites-nous vos critères.

M. Axworthy: Je pense que le gouvernement doit avoir la possibilité de fixer certaines règles et de faire en sorte qu'il y ait certains comptes à rendre aux citoyens, qu'il s'agisse des entreprises ou des simples particuliers. Mais nous sommes sans moyens pour agir à Pittsburgh, à Dallas ou à Houston. Les décisions qui se prennent là, nous ne pouvons que les subir. Nous cherchons à fixer certaines règles assurant un certain degré de certitude à l'industrie privée, tout en encourageant les propriétaires et les cadres canadiens à créer des richesses dans notre pays et à rendre des comptes aux élus de la nation.

Le député de Calgary-Centre a passé beaucoup de temps à ridiculiser l'activité de Petro-Canada, pour le plus grand amusement de ses collègues. Pourtant il a passé sous silence une conséquence fondamentale pour Calgary même de l'activité de Petro-Canada. Grâce à Petro-Canada et à la législation due à l'initiative de M. Macdonald, de M. Turner et de M. Gillespie, nous avons adopté des mesures énormément efficaces, pour les entrepreneurs privés du Canada, qui les ont incités à s'orienter vers le secteur pétrolier. C'est Petro-Canada qui a permis à un tas de petites entreprises pétrolières de former un consortium et qui leur a ouvert l'accès aux terres domaniales, ce qui fait qu'elles ont pu pour la première fois se lancer dans des travaux d'exploration et de développement, domaine jusqu'alors dominé par les multinationales.

M. Baker (Nepean-Carleton): Le ministre accepte-t-il de répondre à une question?

M. Axworthy: Assurément.

M. Baker (Nepean-Carleton): Le ministre a dit qu'une proportion de 90 p. 100 de propriété étrangère dans cette industrie l'inquiétait. Tous les Canadiens partagent cette inquiétude. L'honorable représentant nous dira-t-il comment la chose a pu se produire durant les 13 dernières années? Qui était au pouvoir quand cela s'est produit? Pourquoi a-t-on permis que cela arrive? Le gouvernement a-t-il examiné d'autres moyens en plus de ceux que le ministre a exposés, pour remédier à la situation?

M. Axworthy: Monsieur l'Orateur, je tenterai volontiers de donner un autre cours d'histoire à la suite de celui qu'à donné son honorable collègue. La nature et la composition de l'industrie pétrolière ont été modifiées radicalement quand l'OPEP a fixé ses prix en 1973. A ce moment-là, non seulement l'histoire du Canada mais celle du monde entier a pris un tournant décisif. Subitement, sont apparues des recettes inespérées et d'énormes subventions économiques nullement reliées au coût

Administration du pétrole—Loi

de la production ou de l'exploitation mais créées artificiellement par un groupe de gouvernements qui était en mesure de diriger et maîtriser le marché mondial. Après coup, ceux qui s'enrichissaient sont devenus énormément puissants.

M. Baker (Nepean-Carleton): Ne pouviez-vous pas le prévoir durant ces 13 années?

M. Axworthy: Personne ne pouvait le prévoir. J'aimerais bien que nous soyions tous devins, mais je ne prétends pas être doué du don de prémonition ou de prophétie. Nous nous sommes bornés à dire qu'il nous fallait réagir face aux événements comme le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. Je ne voudrais pas me montrer impertinent, mais je peux dire au député que s'il était aussi clairvoyant, il aurait pu éviter plus facilement la déconfiture du 13 décembre dernier.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Le ministre me permettrait-il une autre question?

Des voix: Oh, oh!

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Axworthy: J'ai accepté de répondre à la première question du député. Maintenant, j'aimerais pouvoir continuer. S'il me reste encore du temps à la fin de mon intervention, je me ferai un plaisir de répondre à sa question.

M. Baker (Nepean-Carleton): Je croyais que vous aviez oublié la question.

M. Axworthy: En fait, nous avons donné un coup de barre essentiel, et c'est notre gouvernement qui a créé Petro-Canada, décision qui s'inspirait de sa politique énergétique de 1974 et 1975. Tout ce que nous voulons faire, à mesure que l'industrie croît et prend de l'expansion, c'est d'assurer un certain équilibre entre les secteurs public et privé.

La création de Petro-Canada a donné de bons résultats. Dans les secteurs gaziers et pétroliers, la société a notamment stimulé les petites entreprises privées et indépendantes. C'est une partie de l'histoire que les députés d'en face, M. Loughheed et les gens de l'industrie pétrolière préfèrent oublier. Celles-ci ont bénéficié de stimulants et de diverses formes d'aide pour mettre sur pied et élargir leurs opérations, mais le moment est venu pour eux de s'adapter à l'évolution de la conjoncture. C'est peut-être l'une des choses qui nous différencie des députés d'en face.

Nous sommes disposés à modifier nos politiques et nos programmes en fonction de la conjoncture. Ils ne sont pas immuables et nous ne les conservons pas indéfiniment par habitude, à la façon des conservateurs. Nous sommes disposés à réagir aux événements. En outre, nous sommes prêts à admettre nos erreurs. Et à mesure que le monde et le pays dans lequel nous vivons évoluent, il nous faut nous adapter avec souplesse à cette évolution.